

L'Afrique se laisse-t-elle piller plus qu'elle ne l'est?

Écrit par Ecrit par Adrien Macaire Lemdja
Jeudi, 02 Juin 2011 17:35 -



C'est l'histoire, ressemblante à s'y méprendre à la situation de nos États, d'un homme très respecté d'un patelin de chez nous qui perdit son influence en raison de sa négligence, son absence de vigilance.

Son autorité fut incontestable et incontestée dans le village à tel point que tous les parents lui avaient confié, de manière implicite, la charge de discipliner leurs enfants pendant leurs travaux champêtres.

Chaque fois que ce patriarche pointait sa grande carcasse à l'entrée du village, les enfants qui jouaient sur le chemin traversant le village en deux prenaient la poudre d'escampette.

Un soir le même scénario auquel le vieil homme était habitué connut un déroulement différent. Tous les garnements prirent, dans la précipitation, le chemin de leurs maisons sauf l'un d'entre eux. Ce dernier, malgré les pas de plus en plus rapprochés du vieil homme, ne guigna même pas de la tête pour le regarder. Le vieil homme, néanmoins surpris par le comportement de l'enfant, lui demanda s'il ne l'avait pas vu arriver et surtout pourquoi n'avait-il pas rejoint la demeure de ses parents à sa vue comme d'habitude. L'enfant répondit qu'il l'avait vu, mais hocha la tête et ses frêles épaules pour le reste.

Désappointé, le monsieur rentra chez lui et eut du mal à manger le repas que son épouse lui avait préparé avec amour comme d'habitude.

Cette dernière lui demanda pourquoi ne mangeait-il pas son repas préféré, le gombo accompagné de semoule, il lui raconta la scène et conclut que sa maison présentait des fissures, que les fenêtres étaient largement ouvertes.

Incrédule, son épouse lui demanda s'il n'était pas atteint de cécité, car elle avait bien fermé les fenêtres et qu'elle ne voyait aucune fissure dans la maison.

L'homme insista et dit qu'il fallait clore rapidement ces fenêtres ouvertes. Moralité, son autorité avait été battue en brèche par ce jeune enfant en raison de sa négligence, complaisance. À travers l'image des fenêtres ouvertes, il souhaitait tout simplement indiquer qu'il avait certainement prêté le flanc au délitement de son autorité.

Dès lors il devenait urgent de dresser l'inventaire des dites fenêtres pour les refermer aussi rapidement que possible.

On pourrait, par cette histoire imagée, décrire ainsi la situation des États africains face à la sempiternelle question de leur pillage par les puissances occidentales.

L'Afrique, avec ses atouts, ses richesses, son potentiel, est comme une femme que l'on désire, courtise, afin de la séduire, en utilisant tous les stratagèmes ; les plus fins comme les plus retors.

À titre d'exemple, la région du golfe de Guinée recèle à elle seule des réserves estimées à un peu plus de 24 milliards de barils d'or noir. Un potentiel qui fait du golfe de Guinée, la première région pétrolifère africaine. Aussi, cette zone produit à elle seule pas moins de 5 millions de barils de pétrole sur les 9 millions que le continent extrait quotidiennement.

En effet les courtisans ont de nombreux besoins sans cesse croissants auxquels leurs partenaires actuels n'arrivent pas à combler. Ce d'autant plus que la liste de ceux-ci s'est allongée avec les nouveaux pays tels que la Chine, l'Inde, le Brésil, la Turquie.

Face à cette compétition entre ceux qui veulent enrayer leurs déclin d'une part et ceux qui aspirent à se hisser au sommet du podium d'autre part, comment la fiancée qu'est l'Afrique doit-elle se comporter? Doit-elle se plaindre continuellement d'être abusée par ses nombreux

L'Afrique se laisse-t-elle piller plus qu'elle ne l'est?

Écrit par Ecrit par Adrien Macaire Lemdja
Jeudi, 02 Juin 2011 17:35 -

courtisans ou doit-elle se donner les moyens, les gages d'une bonne relation, c'est-à-dire mutuellement bénéfique?

Le développement des relations entre l'Afrique et la Chine et surtout les formes qu'elles prennent vont-ils dans le bon sens? Permettront-ils à nos pays de sortir des relations incestueuses que l'imagerie populaire attribue à la FrancAfrique? Sans réflexion approfondie sur les origines du pillage de l'Afrique et des moyens d'en sortir, ceux qui ont tant détesté cette nébuleuse qu'est la FrancAfrique, ne vont-ils pas « adorer » la Chinafrique?

Les déceptions amoureuses ont ceci de particulier qu'elles peuvent pousser l'individu qui n'aura pas pris le temps de la réflexion, dans les bras du premier venu ou de la première venue.

Et si l'Afrique se laissait piller plus qu'elle n'est pillée par ces courtisans. Peut-on reprocher aux pays étrangers d'essayer de tirer profit de leurs relations avec nous? Faut-il le rappeler peut-être, les États n'ont point d'amis, mais que d'intérêts.

Alors comment peut-elle empêcher d'être pillée et surtout comment peut-elle tirer profit de ces relations avec le reste du monde dans ce processus de globalisation?

Notre continent souffre de nombreuses faiblesses qui le rendent inapte à affronter l'appétit vorace des puissances dans leur quête permanente de suprématie et d'hégémonie.

Des dictatures aux démocrates

Après la chute du mur de Berlin, les dictatures et le monolithisme politique ont peu à peu laissé la place au multipartisme sans possibilité d'alternance, en somme à un système hybride de dictature qui ne dit pas son nom et de démocratie « *canada dry* » c'est-à-dire ayant le goût sans en avoir la saveur.

Toutes choses qui fragilisent nos dirigeants non seulement auprès de leur peuple qui aurait pu leur servir de rempart, mais aussi auprès des partenaires internationaux qui n'hésitent pas à s'appuyer sur leur illégitimité pour soit obtenir d'eux des avantages, soit pour s'en débarrasser le moment venu.

Dans un tel contexte, tout dirigeant mal élu, même avec la caution apparente de cette communauté internationale, gouvernera, une épée de Damoclès en permanence sur la tête. Il est impensable aujourd'hui qu'un Président ghanéen peut aujourd'hui subir les mêmes pressions que tout autre Président de l'Afrique de la part de ces puissances sans avoir le soutien de son peuple.

Ayant réussi sa mue démocratique après des années de gouvernements militaires, le Ghana inspire le respect en raison de ses institutions fortes, de la maturité de son peuple, mais également de l'intelligence de ses leaders politiques. Pourtant le chemin fut long et parsemé de nombreuses embûches.

Les processus électoraux dans la plupart des pays africains ne donnent guère d'espoir aux élections libres et transparentes seules garantes d'une légitimité à toute épreuve des Présidents élus. Les commissions électorales indépendantes, reflets du peu de confiance qu'inspirent les institutions chargées normalement de la gestion des élections dans ces pays, réclamées à cor et à cri par les oppositions, ont été créées, mais dévoyées par les pouvoirs en place.

Même quand elles ont été supervisées par les observateurs dits indépendants voire par l'ONU comme ce fut le cas en Côte d'Ivoire, les résultats n'ont jamais été à la hauteur de nos espérances.

L'Afrique se laisse-t-elle piller plus qu'elle ne l'est?

Écrit par Ecrit par Adrien Macaire Lemdja
Jeudi, 02 Juin 2011 17:35 -

Nos leaders politiques qu'ils sont en place aujourd'hui au pouvoir ou qui le seront demain par l'alternance sont-ils prêts à accepter le verdict des urnes dans le cadre d'élections libres et transparentes qui les rendraient inattaquables par les « armes de destruction massive » en réserve des pays occidentaux?

Notamment celles concernant leurs avoirs et ceux de leurs proches dans leurs pays respectifs. Une déclaration de leur patrimoine leur permettrait pourtant d'y échapper.

La bonne gouvernance comme missile antimissile



En effet, à la faveur des événements en Libye, Tunisie, Égypte et en Côte d'Ivoire, le monde stupéfait, découvre par la voix des États puissants de la communauté internationale que les dirigeants de ces pays disposaient chez eux d'avoirs colossaux amassés depuis de longues années. Comment ces pays aux lois antiblanchiment, de contrôle des circuits de financement du terrorisme depuis le 11 septembre 2001 peuvent-ils découvrir en l'espace de quelques jours l'étendue de leurs fortunes qu'ils n'ont pu détecté avant ? Suspect, hypocrisie, machiavélisme diront à juste titre certains. Le droit d'ingérence dont l'existence juridique reste encore à prouver et qu'invoquent ces puissances dans le cas de la Libye, n'aurait-il pas permis, en amont, de sauver des vies de la malnutrition, des maladies, bref de la misère, en traquant ces enrichissements illicites?

Au-delà de cette hypocrisie coupable de ces partenaires, la responsabilité de nos dirigeants, élites, est largement engagée dans le « containment » de notre continent. La mauvaise gouvernance qui caractérise leur gestion en est une cause.

À la question d'une étudiante qui lui demandait quel était son job au F.M.I, son Président, Dominique Strauss Khan répondit que son rôle consistait, comme un médecin, après diagnostic, à prescrire aux pays « malades », une médication avec une posologie précise accompagnée de contre indications puis de conseils et d'un suivi draconien pour éviter des rechutes.

Nos pays, contrairement aux discours réduisant leur situation économique à l'impact de la crise internationale, ont souffert en grande partie d'erreurs de gestion (mauvais choix économiques, détournements, corruption, dépenses somptuaires ou de souveraineté non budgétisées etc ...) qui ont entraîné un endettement abyssal, des déficits chroniques de leurs balances courantes. Face à cette situation, ces pays ne pouvaient que se placer sous la tutelle d'institutions financières internationales pour desserrer l'étreinte de leurs créanciers.

Cette dépendance exigée pour leur survie a davantage fragilisé leurs dirigeants. Des conditionnalités politiques notamment l'organisation d'élections prétendument démocratiques ont du précéder les atteintes aux points d'achèvement dans de nombreux pays. Tel fut le cas en Côte d'Ivoire où malgré le non-respect par des protagonistes de la crise de toutes leurs obligations, l'élection fut organisée avec les conséquences que nous connaissons aujourd'hui. Pour des raisons similaires, des pays européens (l'Irlande, la Grèce, le Portugal et dans une moindre mesure l'Espagne) ayant subi de plein fouet la crise financière internationale ne firent point l'objet de telles contraintes.

Malgré leurs divergences, ils ont réussi néanmoins à trouver une solution européenne avec le concours du Fmi qu'ils contrôlent en partie.

L'Afrique se laisse-t-elle piller plus qu'elle ne l'est?

Écrit par Ecrit par Adrien Macaire Lemdja
Jeudi, 02 Juin 2011 17:35 -

La monnaie commune, l'Euro, gérée par une banque centrale européenne (Bce) sans contrepartie dans un système autre, leur donne des leviers et les moyens de leur indépendance relative vis-à-vis aux zones dollar, yen, yuan.

Le retrait des filiales des banques étrangères tout comme les décisions de la Cedeao en matière monétaire dans le cadre de la crise postélectorale ivoirienne, invite les dirigeants du continent et leurs élites à se pencher sur la question de leur indépendance monétaire.

Vers une coopération régionale renforcée et moins assujettie

Il n'existe aucun sacro-saint principe sur la monnaie. Doit-elle être commune ou nationale? Tout comme il n'existe point d'orthodoxie en matière de nationalisation et de privatisation. Autant le Ghana, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et bien d'autres pays africains gèrent plus ou moins bien leur monnaie nationale autant les communautés francophones d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale peuvent le faire avec leur franc Cfa actuel sans les contraintes d'un dépôt de leurs avoirs extérieurs dans un compte du trésor public français. Seule une bonne gouvernance leur permettant de remplir les critères de convergence économique et monétaire (déficit budgétaire, déficit des balances commerciales et courantes, taux d'inflation, etc...) dans leur zone respective, contribuerait à atteindre un tel objectif.

Dans tous les cas de figure, aucun État de la zone, à la lumière de la tournure des événements en C.I., ne pourra escamoter dans l'avenir, le débat sur la gestion de la parité du Cfa et de l'Euro avec les contraintes politiques et économiques actuelles.

Il en est de même de nos relations avec le monde à travers les accords de l'Omc ou Ueacp dans le cadre de ces accords, les pays africains ont davantage brillé par leurs égoïsmes, incohérences. Ils y allèrent en ordre dispersé et ne pesèrent guère de leurs poids durant les rounds de négociations.

Le Cameroun avait signé par exemple un accord intérimaire avec l'UE nonobstant les réserves émises par des experts techniques africains et le refus de cinq autres États. La Plateforme des acteurs non étatiques d'Afrique centrale (Paneac) avait d'ailleurs critiqué à l'époque cette décision unilatérale du Cameroun.

Dans de telles négociations, l'Ue s'est toujours présentée en ordre serré. Tous les pays au monde, même ceux qui se veulent peu ou prou les chantres du libéralisme économique, ont eu à protéger leur économie.



L'Ue et les États-Unis, leur filière textile face à la Chine. Les mêmes en contingentant l'importation de l'acier et les véhicules japonais il y a quelques années.

Sur un tout autre plan, celui de la sécurité maritime et particulièrement la lutte contre la piraterie maritime dans le golfe de Guinée, la mutualisation de nos moyens avec le concours de nos partenaires occidentaux est certes nécessaire, mais ne saurait nous dispenser d'élaborer des stratégies nationales qui nous mettraient à l'abri des pressions extérieures à travers

L'Afrique se laisse-t-elle piller plus qu'elle ne l'est?

Écrit par Ecrit par Adrien Macaire Lemdja
Jeudi, 02 Juin 2011 17:35 -

l'instrumentalisation de ces groupes de terrorisme.

Nos états agissent toujours dans l'urgence là où des études, l'évaluation des risques, l'élaboration des stratégies, leur planification et mise en application auraient permis d'anticiper ce que nous vivons actuellement.

Dans le cas du Cameroun, ces missions relèvent du Conseil national de Sécurité, mais pourraient être celles aussi des cabinets ou centres privés d'études stratégiques ou d'intelligence.

Aujourd'hui, le risque se trouve dans cette partie sans qu'aucune loi de programmation militaire ne planifie l'acquisition par nos forces navales d'équipements adéquats (Corvettes, Frégates, hélicoptères, radars de surveillance côtière, etc...). Demain celui-ci risque de se déplacer dans l'Est du pays avec le démarrage de l'exploitation de nombreuses mines, en particulier le diamant qui a toujours attiré la criminalité, pire parfois des guerres civiles. Qu'a-t-on envisagé comme mesures pour parer à toutes ces éventualités?

Aucun pays, quelque soit son niveau de développement ne peut confier totalement sa défense aux partenaires « amis » étrangers sous peine d'en être dépendant. Ce fut d'ailleurs le sens de la sortie, décidée par le Général de Gaulle, de la France de l'Otan et l'élaboration de sa politique de dissuasion nucléaire.

La crise en Libye est un cas d'école de la faiblesse de l'Afrique dans ses relations avec le reste du monde. En dépit du refus de l'Ua (Union africaine) pour une intervention militaire en Libye, une certaine communauté internationale, puisqu'elle exclut la Russie, l'Inde, l'Allemagne, la Chine, la Turquie et bien d'autres défavorables à cette action, emmenée par la France, a fait voter à l'Onu, une résolution n° 1973 qui prévoit l'application d'une zone d'exclusion aérienne en Libye que certains membres ont tôt fait de violer.

De mémoire, l'Irak, après la première guerre du Golfe, afin de protéger respectivement les populations kurdes du Nord et celles chiïtes du Sud, vécut ces zones d'exclusion aérienne. Mais jamais ses installations et infrastructures militaires n'avaient été bombardées tant qu'elles ne menaçaient les avions chargés d'assurer cette exclusion.

Tous les spécialistes militaires et notamment les pilotes de chasse savent quand leurs avions sont verrouillés comme cibles par les radars anti aériens de l'ennemi. Est-ce le cas aujourd'hui en Libye? J'en doute fort.

Où est donc cette Ua pour mettre sa machine diplomatique en branle et peser sur ce dossier? Qu'a-t-elle fait par ailleurs pour freiner les ardeurs guerrières de certaines puissances dans le dossier ivoirien? Doit-on considérer son atonie comme la preuve qu'elle a décidé de passer par pertes les morts et les destructions qui auront lieu sur le sol africain et non chez ces va t'en guerre?

Peut-elle continuer à accepter d'être le laboratoire d'un certain droit d'ingérence alors qu'elle ne dispose d'aucun représentant permanent au sein du conseil de sécurité de l'Onu dont la réforme tant annoncée et rappelée encore récemment par le Président Sarkozy au sommet de l'Ua à Addis-Abeba, consacré au dossier de la C.I, tarde à se réaliser?

Une telle prise de conscience chez nos dirigeants, parmi nos élites ne suffit pas. Faut-il encore qu'ils soient imprégnés, formés pour appréhender les différents enjeux auxquels leurs pays et continent font et feront face sur le court, moyen et long terme.

Une formation à la hauteur des enjeux de l'heure

L'Afrique se laisse-t-elle piller plus qu'elle ne l'est?

Écrit par Adrien Macaire Lemdja
Jeudi, 02 Juin 2011 17:35 -

À ce titre chaque pays devrait disposer d'un institut de hautes études en défense. Au Cameroun, un tel institut ne serait pas de trop dans le paysage.

Il aurait pour vocation :

- De former un vivier de femmes et hommes, au fait des enjeux géopolitiques et géostratégiques du pays, aux négociations et appelés à occuper des postes importants dans l'administration, la diplomatie, nos forces de défense et les sociétés publiques ou para publiques.

- D'alimenter, sur commande et/ou sur propre initiative, l'État en études, analyses et prospectives.

Mais rien ne remplacera une culture patriotique qu'auront inculquée, à chaque citoyen de la République, nos écoles, institutions républicaines, dépouillées des oripeaux du tribalisme, du népotisme et du clientélisme.

Un patriotisme a toute œuvre

Nos États ont été construits par des femmes et des hommes trempés dans le moule du service de l'État. Ils ont servi sans servir, sans attendre des prébendes. L'époque où les décorations avaient un sens et été fêtées autant que les nominations et promotions est désormais révolue. On assiste même aux remises de gratifications pour des services publics rendus. Un intéressement, en somme, offert à ceux dont le rôle est d'assurer les missions régaliennes de l'État qui ponctionne les contribuables. Il y a lieu de s'inquiéter sur le message de contre valeurs que véhiculent de telles pratiques. Nos valeureux grands serviteurs ou commis de l'État qui nous ont parfois quittés dans l'anonymat, dans l'oubli sans la reconnaissance, doivent bien se retourner aujourd'hui dans leurs sépultures.

L'amour du pays, de son drapeau a presque déserté le cœur de nombreux de nos concitoyens. Le sens civique des citoyens doublé de l'amour des dirigeants de nos pays favoriserait pourtant le réveil de notre continent.

À titre d'exemple, quelque soient les moyens de financement usités (prêts concessionnels, crédits acheteurs) ou fonds propres (emprunts obligataires), nos dirigeants doivent exiger des transferts de technologies et des parts de sous-traitance réservées aux entreprises locales au cas où les appels d'offres seraient remportés par des firmes étrangères.

Il y a plus de quarante ans, quand Alain Peyrefitte disait «Quand la Chine s'éveillera, le Monde tremblera », nul ne le crut. Or force est de constater aujourd'hui la réalité de ces déclarations prémonitoires.

Le travail, la rigueur, la discipline et l'amour pour son pays au service d'une vision claire esquissée par Den Xiaoping, ont, dès 1979, mis la Chine sur les rails d'un développement irréversible.

Puisse en être ainsi pour notre continent en général et particulièrement pour le Cameroun. Il est enfin temps que nous abandonnions nos lamentations récurrentes, nos complexes pour nous focaliser sur les moyens à mettre en œuvre pour nous développer sans être pillé ou le moins possible.

Adrien Macaire Lemdja